

# OBSERVATOIRE PARTENARIAL de l'ÉCONOMIE de Lille Métropole

## TABLEAU DE BORD N°8

PREMIER TRIMESTRE 2014

### LES OBJECTIFS DE L'OPE :

Depuis 2006, l'OPE travaille à la définition des enjeux du territoire et à la mise en place d'un outil partage de connaissance de l'éco-nomie métropolitaine.

### LE TABLEAU DE BORD :

L'OPE propose trois types de publications : les tableaux de bord, les synthèses, les études.

Le tableau de bord présente, au travers une sélection d'indicateurs, les évolutions récentes du tissu économique, de l'emploi et de l'attractivité à l'échelle de l'arrondissement de Lille, en comparaison avec la région Nord-Pas de Calais et la France.

Il met en avant les dernières données disponibles et évolutions des indicateurs sur la période la plus pertinente. La publication est trimestrielle.

### LES PARTENAIRES :

Agefos-Pme, Agence de développement et d'urbanisme de Lille Métropole, Centre Régional de Ressources Pédagogiques, Cci Grand Lille, Cci Région Nord de France, Chambre de Métiers et de l'Artisanat de Région Nord-Pas de Calais, Comité de bassin d'emploi Lille Métropole, Lille Métropole (Service Intelligence et Stratégie économiques et Services ressources et dotations fiscales), Conseil de développement de Lille Métropole, Conseil général du Nord, Conseil régional du Nord-Pas de Calais, Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement, et du logement, Finorpa Lille, Je crée en Nord-Pas de Calais, l'Institut national de la statistique et des études économiques, Lille 1, Lille's Agency, les Maisons de l'Emploi, Medef Lille Métropole, Mission Bassin Minier, Nord France Innovation Développement, Pôle Emploi, l'Union régionale de l'insertion par l'activité économique, l'Union pour le Recouvrement des cotisations de la Sécurité sociale et des Allocations familiales, Opccalia, Fondation Face.

Les travaux de l'Observatoire Partenarial de l'Économie (OPE) de Lille Métropole reposent sur une définition partagée des grands enjeux du territoire en matière d'emploi, de vitalité économique et d'attractivité.

Dans cette logique, l'Observatoire Partenarial de l'Économie de Lille Métropole est un lieu d'échange et de partage. Il favorise le développement d'une vision transversale du territoire.

### Bilan et Perspectives

*Ce premier tableau de bord de l'année se distingue des autres numéros. Il propose le point de vue d'acteurs recueilli sur l'année 2013 et leurs perspectives pour l'année 2014, ainsi que des indicateurs « repères » en matière de vitalité du tissu économique, d'emploi et d'attractivité.*

### Sommaire

#### *Bilan et perspectives de l'économie mondiale :*

<i>une économie mondiale à deux vitesses</i> .....	<b>2</b>
<i>Approche générale</i> .....	<b>2</b>
<i>Les prévisions du FMI</i> .....	<b>3</b>
<i>France anticipations 2014-2015 : la croissance mondiale n'a pas d'effet entraînant</i> .....	<b>3</b>

#### *Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord - Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille : 2013, encore une année difficile, 2014 la reprise ?* .....

<i>Approche générale</i> .....	<b>4</b>
<i>Approche sectorielle</i> .....	<b>5</b>

<i>Indicateurs « repères »</i> .....	<b>10</b>
--------------------------------------	-----------

<i>Pour en savoir plus</i> .....	<b>12</b>
----------------------------------	-----------

# Bilan et perspectives de l'économie mondiale : une économie à deux vitesses

## ▼ APPROCHE GÉNÉRALE

### Rétrospective de l'année 2013

**Au niveau mondial, le bilan économique de ces trois dernières années est globalement négatif** : la croissance du PIB était de 3,7% en 2011, elle est de 3,0% en 2013. La révision des prévisions de croissance du FMI (+0,1 point par rapport à ses projections d'octobre) témoigne cependant d'une reprise économique des pays avancés à compter du second semestre 2013.

**L'année 2013 a favorablement influencé l'Europe centrale et orientale - Russie non comprise (+3,5%).**

**La croissance de la zone Asie avec la Chine, même avec un niveau de croissance affaibli, atteint +7,7%.**

À contrario, **l'Europe enregistre de mauvais résultats (-0,5%), notamment du fait des difficultés rencontrées en Italie (-1,8%) et en Espagne (-1,2%).**

### Perspectives 2014-2015

**La reprise de l'économie mondiale se confirmerait en 2014-2015 compte tenu de politiques monétaires très favorables et de politiques budgétaires progressivement moins strictes.** Mais, cette reprise demeurera très lente compte tenu d'un environnement fragile : d'un côté, les pays développés sont encore loin d'avoir achevé leur longue phase de désendettement public et privé ; de l'autre, les pays émergents entament une nouvelle étape de leur processus de développement marquée par des défis d'ordre structurel.

La tendance est donc à l'anticipation d'une phase dite de « recovery » avec une pointe d'optimisme pour 2014 et 2015 : respectivement **+3,7% et +3,9% au niveau mondial.**

**Les zones de croissance pour 2014 et 2015 sont essentiellement situées hors Europe** avec le **Brésil** (+2,3% en 2014 et +2,8% en 2015), le **Mexique** (+3,0% et +3,5%), la **Chine** qui, malgré une légère décélération, reste à des niveaux élevés de croissance (+7,5% et +7,3%).

**C'est aux États-Unis où le PIB s'accroît depuis dix trimestres, que la reprise est la plus avancée** avec une prévision de croissance en 2013 de +1,9% de +2,9% en 2015 et de +3,0% en 2016.

**En ce qui concerne la zone euro, le cycle économique pourrait passer d'une période de contraction (récession) à une période de croissance** avec l'Allemagne (+1,6% en 2014 et +1,4% en 2015) et la France (+0,9% et +1,5%) qui semblent en termes d'anticipation repartir en tête des pays européens. En termes d'analyse, la reprise s'amorcerait par une croissance de la demande intérieure soutenue en partie par une baisse de la pression fiscale.

**La solidité de la croissance est toutefois fragilisée par un impact négatif à long terme sur le prix des matières premières** avec une augmentation de l'offre durable et une faiblesse de la demande. Entre les prix plafond de 2011 et les prix plancher de 2013, on constate une baisse de 9% des prix de l'énergie, de 13% des produits alimentaires, de 30% des métaux et des minéraux.

# Bilan et perspectives de l'économie mondiale : une économie à deux vitesses

## ▼ LES PRÉVISIONS DU FMI EN POURCENTAGE DU PIB - EXTRAIT

	Rétrospectives		Projections	
	2012	2013	2014	2015
<b>Production mondiale</b>	<b>3,10%</b>	<b>3,00%</b>	<b>3,70%</b>	<b>3,90%</b>
Pays avancés	1,40%	1,30%	2,20%	2,30%
<b>Amérique</b>				
- Canada	1,70%	1,70%	2,20%	2,40%
- Etats-Unis	2,80%	1,90%	2,80%	3,00%
<b>Amérique Latine</b>				
- Brésil	1,00%	2,30%	2,30%	2,80%
- Mexique	3,70%	1,20%	3,00%	3,50%
<b>Europe</b>				
- Allemagne	0,90%	0,50%	1,60%	1,40%
- France	0,00%	0,20%	0,90%	1,50%
- Italie	-2,50%	-1,80%	0,60%	1,10%
- Espagne	-1,60%	-1,20%	0,60%	0,80%
- Royaume Uni	0,30%	1,70%	2,40%	2,20%
<b>Europe centrale et orientale</b>				
- Russie	3,40%	1,50%	2,00%	2,50%
- Russie non comprise	3,30%	3,50%	4,00%	4,30%
<b>Asie</b>				
- Japon	1,40%	1,70%	1,70%	1,00%
- Chine	7,70%	7,70%	7,50%	7,30%
- Inde	3,20%	4,40%	5,40%	6,40%
<b>Afrique</b>				
- Afrique subsaharienne	4,80%	5,10%	6,10%	5,80%
- Afrique du sud	2,50%	1,80%	2,80%	3,30%

(Extraction de la source FMI, perspectives de l'économie mondiale - janvier 2014)

### FRANCE ANTICIPATIONS 2014-2015 : LA CROISSANCE MONDIALE N'A PAS D'EFFET ENTRAINANT

En 2013, l'économie française s'est engagée durablement sur un rythme de croissance faible qui devrait se poursuivre en 2014 et 2015. La raison majeure est un positionnement marché qui impacte la consommation, les niveaux de stockage et d'investissement.

De fait, l'économie française a très nettement ralenti au troisième trimestre 2013 (-0,1%) après le faible rebond du deuxième trimestre (+ 0,5%). Mais ces facteurs négatifs sont à relativiser, car ils ont comme origine un phénomène technique de décalage entre le deuxième et le troisième trimestres (l'activité au deuxième trimestre ayant sur-réagi et celle du troisième trimestre ayant juste corrigé). Cet effet est particulièrement perceptible dans l'analyse de la consommation des ménages qui avait fortement accéléré au deuxième trimestre avec comme principal soutien la consommation en énergie conséquence de températures inférieures aux normales saisonnières. Mais une fois l'activité corrigée, c'est un niveau d'activité atone qui apparaît en ligne de fond avec une croissance à peine positive.

Cette tendance devrait se prolonger sans réelle surprise sur 2014 et 2015. On peut espérer une reprise progressive de l'activité grâce à l'amélioration de l'environnement mondial et à l'ajustement budgétaire moins soutenu.

Sur le marché du travail l'inversion de la courbe du chômage ne sera pas d'actualité. Cela pèsera sur le pouvoir d'achat des ménages ce qui les poussera à encore davantage de prudence avec un renforcement de leur épargne de sécurité au détriment d'une accélération de la consommation.

Parallèlement, la situation financière des entreprises devrait se dégrader, la faiblesse des taux d'utilisation des capacités de production et l'incertitude qui entoure les perspectives d'activité devraient limiter le rebond de l'investissement productif. Au total, avec une croissance de 0,9% en 2014 et de 1,5% en 2015, la France ne devrait toujours pas connaître de véritable reprise.

## ▼ APPROCHE GÉNÉRALE

### Rétrospective de l'année 2013

À l'échelle de la région, 43% des chefs d'entreprises interrogés estiment leur chiffre d'affaires moyen, essentiellement du fait d'une contraction de la demande intérieure. Le solde entre les opinions les plus optimistes et les plus pessimistes est nul.

Les investissements se sont juste maintenus ou ont été réduits.

Le marché du travail s'est dégradé.

À l'échelle de l'arrondissement de Lille, 42% des chefs d'entreprises estiment leur chiffre d'affaires moyen. Le solde entre les opinions les plus optimistes et les plus pessimistes est négatif (-8 points). Les réductions des ventes en France, mais surtout des exportations, expliquent cette situation. Logiquement, les entreprises n'ont pas investi (42%) ou ont investi autant ou moins qu'en 2012 (40%).

L'emploi s'est maintenu.

### Perspectives 2014-2015

À l'échelle de la région, 49% des chefs d'entreprises interrogés estiment que leur chiffre d'affaires restera stable. Le solde d'opinion positif de huit points souligne l'optimisme naissant porté par une reprise de la demande interne, mais surtout une croissance des exportations.

Les chefs d'entreprises ne prévoient pas une reprise des investissements. De même, les effectifs devraient juste se maintenir.

À l'échelle de l'arrondissement de Lille, 42% des chefs d'entreprises estiment que leur chiffre d'affaires sera stable. Le solde d'opinion positif de un point traduit une certaine confiance. Les ventes nationales, mais surtout la croissance des exportations soutiendraient cette reprise.

Les chefs d'entreprises estiment qu'au mieux, ils ne feront que maintenir leur niveau d'investissement. Le solde entre les opinions les plus optimistes et les plus pessimistes est négatif (-12 points).

Le même constat prévaut pour l'emploi. L'emploi devrait juste se maintenir.

# Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord - Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille : 2013, encore une année difficile ; 2014, la reprise ?

## APPROCHE SECTORIELLE

### L'INDUSTRIE : DES PERSPECTIVES 2014 ENCOURAGEANTES EN TERMES DE CHIFFRE D'AFFAIRES ET D'INVESTISSEMENT SANS POUR AUTANT DE REPRISE DE L'EMPLOI

Le chiffre d'affaires global	
2013	2014
<p><b>À l'échelle de la région,</b> Le chiffre d'affaires de l'industrie a diminué de 1,7% en 2013, en raison d'une baisse de la demande intérieure et des exportations.</p> <p>Tous les secteurs industriels enregistrent une baisse de chiffres d'affaires, à l'exception du secteur des industries « agroalimentaires » (le chiffre d'affaires du secteur progresse de 5,4%).</p> <p>La réduction du chiffre d'affaires des autres secteurs s'effectue à des rythmes différents :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ -2,5% pour les industries du « matériel de transport » et des « équipements électriques et électroniques » ;</li> <li>▪ -3,8% pour les industries des « autres produits industriels ».</li> </ul> <p>Cette évolution résulte des baisses importantes des chiffres d'affaires des secteurs de la « métallurgie » (-5,4%), de la « chimie » (-4,8%) et des baisses plus modérées des autres industries (plasturgie (-2,5%), bois-papier-imprimerie (-2,3%) et textile (-1,2%)).</p>	<p><b>À l'échelle de la région,</b> Les chefs d'entreprises envisagent une légère progression de leur chiffre d'affaires (+1,2%) portée notamment par le développement des ventes à l'export.</p> <p>Tous les secteurs industriels devraient bénéficier de cette reprise à l'exception des industries de la « fabrication de matériels de transport ».</p>
<p><b>À l'échelle de l'arrondissement de Lille,</b> 46% des dirigeants interrogés estiment avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen. Le solde entre les opinions favorables et moins favorables est nettement négatif (-7 points). Les carnets de commandes sont jugés moyen, voire mauvais (respectivement 44% et 36%). 41% des chefs d'entreprises interrogés estiment que la rentabilité de leur entreprise est mauvaise.</p>	<p><b>À l'échelle de l'arrondissement de Lille,</b> 37% des chefs d'entreprises estiment que leur chiffre d'affaires restera stable. Le solde entre les opinions favorables et défavorables est nettement positif (+17 points). Ce résultat témoigne d'une certaine confiance retrouvée. La reprise serait imputable à la progression des ventes en France, mais surtout des ventes réalisées à l'étranger. Les carnets de commandes devraient rester stables (41% des réponses). Le solde d'opinion se révèle également favorable (+ 20 points). La rentabilité est jugée stable (37%) avec un solde d'opinion favorable (+ 20 points).</p>

# Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord - Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille : 2013, encore une année difficile ; 2014, la reprise ?

Les investissements industriels	
2013	2014
<p><b>À l'échelle de la région,</b> Le recul de l'investissement a été important (-13,5%). Tous les secteurs ont réduit leurs investissements à l'exception du secteur des industries « agroalimentaires ».</p> <p>La réduction des investissements ne se fait pas au même rythme d'un secteur à l'autre. Il diminue de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 23,8% dans le secteur des « autres produits industriels » ;</li> <li>▪ 16,5% dans le secteur des « équipements électriques et électroniques » ;</li> <li>▪ 9,3% dans celui des « matériels de transport ».</li> </ul> <p>Pour ces deux derniers secteurs, les résultats sont à pondérer au regard des importants efforts d'investissements réalisés en 2012.</p> <p><b>À l'échelle de l'arrondissement de Lille,</b> 49% des chefs d'entreprises interrogés estiment avoir autant (18%) voire plus investi (31%) en 2013 qu'en 2012. 28% déclarent ne pas avoir investi.</p>	<p><b>À l'échelle de la région,</b> Le niveau d'investissement devrait progresser de près de 8%. Tous les secteurs devraient connaître cette évolution favorable, à l'exception de celui des industries « agroalimentaires » (-5,2%). L'effort d'investissement devrait varier entre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 49,3% pour la fabrication de « matériels de transport » ;</li> <li>▪ 14,9% pour les « industries des équipements électriques, électroniques, autres machines » ;</li> <li>▪ Et 4,7% pour la « fabrication d'autres produits industriels ».</li> </ul> <p><b>À l'échelle de l'arrondissement de Lille,</b> 42% des chefs d'entreprises interrogés estiment qu'ils investiront en 2014.</p>

L'emploi industriel	
2013	2014
<p><b>À l'échelle de la région,</b> L'emploi industriel a diminué de 2,9%.</p> <p>Tous les secteurs industriels connaissent ce repli de leurs effectifs à l'exception de celui des « équipements électriques et électroniques » qui se maintient.</p> <p>L'évolution n'est pas la même d'un secteur à l'autre. La diminution de l'emploi est de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ 5,8% dans le secteur du « matériel de transport » ;</li> <li>▪ 3,1% dans celui des « autres produits industriels » ;</li> <li>▪ 1,1% dans celui des « industries alimentaires ».</li> </ul> <p>Les emplois industriels intérimaires sont les plus touchés : le nombre d'emplois intérimaires s'est réduit de 6,6% en 2013.</p>	<p><b>À l'échelle de la région,</b> Une nouvelle baisse des effectifs est anticipée (-1,1%).</p> <p>Tous les secteurs devraient connaître cette baisse, à l'exception de celui des industries « agroalimentaires » (+0,1%)</p> <p>L'ampleur de la baisse varie d'un secteur à l'autre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>▪ -3,1% dans le secteur de la « fabrication de matériels de transport » ;</li> <li>▪ -1% dans celui des « autres produits industriels » ;</li> <li>▪ -0,7% dans celui des « équipements électriques et électroniques ».</li> </ul> <p>Les emplois intérimaires devraient à nouveau diminuer.</p> <p><b>À l'échelle de l'arrondissement de Lille</b> 63% des chefs d'entreprises interrogés estiment que leurs effectifs resteront stables.</p>

# Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord - Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille : 2013, encore une année difficile ; 2014, la reprise ?

## LE BÂTIMENT - GÉNIE CIVIL : DES DIRIGEANTS PLUS CONFIANTS QUI CEPENDANT INVESTISSENT PEU ET N'EMBAUCHENT PAS

2013	2014
<p><b>À l'échelle de la région,</b></p> <p><b>En 2013, la production du secteur s'est réduite de 3%.</b> Cette évolution résulte d'une diminution de la production dans les secteurs du gros œuvre (-5,5%) et du second œuvre (-3,4%). L'activité est en hausse dans celui des travaux publics (+1,3%).</p> <p><b>L'investissement s'est faiblement réduit dans le bâtiment. Il s'est maintenu dans le secteur des travaux publics.</b></p> <p><b>La réduction des effectifs se poursuit (-2,7%).</b> Elle concerne le secteur du bâtiment (-3,3% dans le gros œuvre, -3,7% dans le second œuvre), l'emploi est en légère progression dans le secteur des travaux publics (+0,6%).</p> <p><b>L'emploi intérimaire s'est réduit fortement dans le bâtiment (gros œuvre (-11%) et second œuvre (-20%)) ; de manière plus modérée dans le secteur des travaux publics (-1,7%).</b></p> <p><b>À l'échelle de l'arrondissement de Lille,</b> 44% des chefs d'entreprises interrogés jugent leur chiffre d'affaires moyen. Le solde entre les opinions favorables et défavorables est positif (+13 points).</p> <p>33% des chefs d'entreprises interrogés déclarent ne pas avoir investi en 2013. 25% ont investi moins qu'en 2012, 24% autant.</p>	<p><b>À l'échelle de la région,</b></p> <p><b>La production du secteur devrait augmenter légèrement (+1,3%).</b> Cette évolution devrait être marquée dans les secteurs du gros œuvre (+2%) et du second œuvre (+1,2%), plus modérée dans le secteur des travaux publics (+0,2%).</p> <p><b>Les investissements devraient s'accroître (+7,6%) sauf dans le secteur du second œuvre où un repli est attendu.</b></p> <p><b>L'emploi devrait continuer à se dégrader (-1,2%).</b> Tous les secteurs sont concernés : le second œuvre (-1,4%), le gros œuvre (-1,3%), les travaux publics (-0,7%). Un moindre recours à l'intérim est annoncé.</p> <p><b>À l'échelle de l'arrondissement de Lille,</b> <b>49% des entrepreneurs interrogés pensent que leur chiffre d'affaires restera stable.</b> Le solde d'opinion entre ceux qui pré-sagent une hausse de leur chiffre d'affaires et ceux qui anticipent une baisse est positif (+ 2 points).</p> <p><b>54% des chefs d'entreprises ne prévoient pas d'investir en 2014.</b></p> <p><b>70% des chefs d'entreprises interrogés anticipent une stagnation de leurs effectifs.</b></p>

# Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord - Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille : 2013, encore une année difficile ; 2014, la reprise ?

## COMMERCE, SERVICES À LA PERSONNE, HÔTEL-CAFÉ-RESTAURANT : 2014, ENCORE UNE ANNÉE DIFFICILE

2013	2014
<p><b>À l'échelle de la région,</b>  <b>39% des chefs d'entreprises interrogés estiment avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen.</b> Le solde entre les opinions positives (un chiffre d'affaires bon et très bon) et les négatives (un chiffre d'affaires mauvais et très mauvais) se révèle défavorable (-4 points).</p> <p><b>46% déclarent ne pas avoir investi en 2013, 20% ont investi autant qu'en 2012.</b></p> <p><b>À l'échelle de l'arrondissement de Lille,</b>  <b>40% des chefs d'entreprises interrogés estiment leur chiffre d'affaires moyen.</b> Le solde entre les opinions positives (un chiffre d'affaires bon et très bon) et les négatives (un chiffre d'affaires mauvais et très mauvais) se révèle très défavorable (-21 points).</p> <p><b>49% des chefs d'entreprises interrogés déclarent ne pas avoir investi en 2013.</b></p>	<p><b>À l'échelle de la région,</b>  <b>55% des chefs d'entreprises interrogés estiment que leur chiffre d'affaires restera stable.</b> Le solde entre les réponses favorables (mettant en avant une hausse du chiffre d'affaires) et les anticipations négatives est très légèrement favorable (+1 point).</p> <p><b>66% des entrepreneurs interrogés déclarent qu'ils n'investiront pas en 2014.</b></p> <p><b>74% des entrepreneurs estiment que leurs effectifs resteront stables.</b> Le solde entre les réponses favorables (mettant en avant une progression des effectifs) et les réponses plus pessimistes (mettant en avant une baisse des effectifs) se révèle légèrement défavorable (-1 point). Les prévisions des chefs d'entreprises interrogés des secteurs du commerce de détail et des Café-hôtel-restaurant ne suggèrent pas de reprise de l'emploi.</p> <p><b>À l'échelle de l'arrondissement de Lille</b>  <b>44% des chefs d'entreprises estiment que leur chiffre d'affaires restera stable.</b> Le solde entre les réponses favorables (mettant en avant une hausse du chiffre d'affaires) et les anticipations négatives est nettement défavorable (-16 points). Les dirigeants du secteur des services à la personne interrogés se révèlent plus optimistes (20% des chefs d'entreprises interrogés anticipent une progression de leur chiffre d'affaires).</p> <p><b>67% des entrepreneurs ne pensent pas investir en 2014.</b></p> <p><b>73% pensent que leurs effectifs resteront stables.</b> Le solde entre les réponses favorables (mettant en avant une progression des effectifs) et les réponses plus pessimistes (mettant en avant une baisse des effectifs) se révèle défavorable (-9 points).</p>



# Bilan et perspectives de l'économie de la région Nord - Pas de Calais et de l'arrondissement de Lille : 2013, encore une année difficile ; 2014, la reprise ?

## COMMERCE DE GROS, TRANSPORT, SERVICES AUX ENTREPRISES : PREMIERS SIGNES DE REPRISE

2013	2014
<p><b>À l'échelle de la région,</b>  <b>51% des chefs d'entreprises interrogés estiment avoir réalisé un chiffre d'affaires moyen.</b> Le solde entre les opinions positives (un chiffre d'affaires bon et très bon) et les négatives (un chiffre d'affaires mauvais et très mauvais) est favorable (+ 3 points) en raison notamment des réponses des secteurs des services aux entreprises et des transports.</p> <p><b>34% des chefs d'entreprises interrogés déclarent ne pas avoir investi en 2013, 20% avoir investi autant qu'en 2012.</b></p>	<p><b>À l'échelle de la région,</b>  <b>46% des chefs d'entreprises interrogés estiment que leur chiffre d'affaires restera stable.</b> Le solde entre les réponses favorables (mettant en avant une hausse du chiffre d'affaires) et les anticipations négatives est très largement favorable (+17 points) quel que soit le secteur (+18 points dans les services aux entreprises, +16 points dans les transports, + 13 points dans le secteur du commerce de gros).</p> <p><b>50% des entrepreneurs interrogés estiment que leur niveau d'investissement devrait rester stable.</b></p> <p><b>55% des entrepreneurs estiment que leurs effectifs resteront stables.</b> Le solde entre les réponses favorables (mettant en avant une progression des effectifs) et les réponses plus pessimistes (mettant en avant une baisse des effectifs) se révèle favorable (+8 points) du fait notamment des réponses des chefs d'entreprises des secteurs des transports et des services aux entreprises.</p>
<p><b>À l'échelle de l'arrondissement de Lille,</b>  <b>42% des chefs d'entreprises jugent leur chiffre d'affaires moyen.</b> Le solde entre les opinions positives (un chiffre d'affaires bon et très bon) et les négatives (un chiffre d'affaires mauvais et très mauvais) est favorable (+ 1 point) en raison des réponses enregistrées dans les secteurs des services aux entreprises et des transports.</p> <p><b>38% des répondants déclarent ne pas avoir investi en 2013, 25% avoir investi autant qu'en 2012.</b></p>	<p><b>À l'échelle de l'arrondissement de Lille</b>  <b>39% des chefs d'entreprises interrogés prévoient une stagnation de leur chiffre d'affaires.</b> Le solde entre les opinions positives (un chiffre d'affaires bon et très bon) et les négatives (un chiffre d'affaires mauvais et très mauvais) est très favorable (+15 points). Cet optimisme se retrouve dans les trois secteurs.</p> <p><b>48% des répondants déclarent qu'ils n'investiront pas en 2014.</b> Les secteurs des transports et des services aux entreprises se révèlent les secteurs les plus optimistes.</p> <p><b>71% des chefs d'entreprises interrogés pensent que leurs effectifs resteront stables en 2014.</b> Le solde entre les réponses favorables (mettant en avant une progression des effectifs) et les réponses plus pessimistes (mettant en avant une baisse des effectifs) se révèle très positif (+7 points), notamment dans les secteurs des transports et des services aux entreprises.</p>

# Indicateurs " Repères "

T I S S U E C O N O M I Q U E		Dernière donnée disponible	Taux de croissance annuel moyen longue période	Taux de croissance annuel moyen entre les années	Taux de croissance annuel moyen dernière année
	<b>Nombre d'entreprise au 31 décembre 2012</b> <i>source : URSSAF</i>		31-déc-12		2008-2011
	Arrondissement de Lille	28 655		+0,5%	-0,4%
	Région	78 942		+0,5%	-0,9%
	France	1 687 965		+0,4%	-0,8%
	<b>Nombre de créations d'entreprises en 2013</b> <i>source : Je crée en Nord-pas de Calais</i>	31-déc-13		2009-2012	2012-2013
	Arrondissement de Lille	9 599		+1,0%	+0,2%
	Région	23 548		+0,1%	-2,4%
	France	387 435		-2,8%	-2,2%
	<b>Nombre de défaillances en 2013</b> <i>source : Altarea et Coface traitement CCIR Nord de France</i>	31-déc-13		2009-2012	2012-2013
	Arrondissement de Lille	1 216		-0,6%	-0,7%
	Région	3 457		+1,8%	-0,5%

E M P L O I		Dernière donnée disponible	Taux de croissance annuel moyen longue période	Taux de croissance annuel moyen entre les années	Taux de croissance annuel moyen dernière année
	<b>Nombre d'emplois salariés au 3e trimestre 2013</b> <i>source : URSSAF (donnée CVS)</i>		3e trim. 2013	3e trim. 2000 - 3e trim. 2008	3e trim. 2008 - 3e trim. 2012
	Arrondissement de Lille	392 954	+0,6%	-0,2%	-1,1%
	Région	1 005 588	+0,6%	-0,6%	-1,2%
	France	17 761 698	+1,0%	-0,4%	-0,6%
<b>Masse salariale</b> <i>source : URSSAF</i>		3e trim. 2013 (en milliers)	3e trim. 2000 - 3e trim. 2008	3e trim. 2008 - 3e trim. 2012	3e trim. 2012-3e trim. 2013
	Arrondissement de Lille	2 827 210	+3,4%	+2,1%	+0,7%
	Région	6 647 346	+3,3%	+1,1%	+0,4%
	France	130 271 819	+3,7%	+1,6%	+1,2%
<b>Taux de chômage au 3e trimestre 2013</b> <i>source : INSEE</i>		3e trim. 2013	3e trim. 2000 - 3e trim. 2008 (en point)	3e trim. 2008 - 3e trim. 2012 (en point)	3e trim. 2012-3e trim. 2013 (en point)
	Arrondissement de Lille	12,9%	-0,6	+2,6	+0,3
	Région	14%	-1,3	+2,9	+0,5
	France	10,5%	-0,9	+2,5	+0,6
<b>Nombre de demandeurs d'emploi (Catégories A,B,C)</b> <i>Source : DIRECCTE (cvs-cjb)</i>		Situation au 31/12/2013	2000 - 2008	2008 - 2012	2012 - 2013
	Arrondissement de Lille	111 664	-	+8,0%	+4,1%
	Région	369 864	-	+8,1%	+3,1%
	France	4 898 100	-0,7%	+9,2%	+6,0%
<b>dont jeunes</b>					
	Arrondissement de Lille	19 164 (17,2%)	-	+4,7%	-3,9%
	Région	72 123 (19,5%)	-	+4,1%	-4,2%
	France	771 000 (15,7%)	+0,6%	+6,8%	+0,8%
<b>dont seniors</b>					
	Arrondissement de Lille	20 656 (18,5%)	-	+16,5%	+10,7%
	Région	70 125 (19,0%)	-	+17,0%	+10,3%
	France	1 055 100 (21,5%)	-0,8%	+17,1%	+11,6%
<b>dont inscrits depuis un an ou plus</b>					
	Arrondissement de Lille	50 406 (45,1%)	-	+14,4%	+10,8%
	Région	174 044 (47,1%)	-	+14,2%	+11,0%
	France	2 054 500 (41,9%)	-3,5%	+16,3%	+13,3%

A T T R A C T I V I T E	<b>Population et variation annuelle moyenne de la population</b> <i>source : INSEE</i>	2011	Taux de croissance annuel moyen entre 1999 et 2011	Taux de croissance annuel moyen entre 2006 et 2011	
	Arrondissement de Lille	1 209 630	0,19%	0,15%	
	France métropolitaine	63 070 344	0,63%	0,54%	
	<b>Immobilier de bureaux : bilan des transactions</b> <i>source : OBM Lille Métropole</i>	2013	Évolution entre 2002 et 2008	Évolution entre 2008 et 2012	Évolution entre 2012 et 2013
	Arrondissement de Lille	171 370 m <sup>2</sup>	+9,6%	-0,7%	+6,7%
	<b>Nombre de nuitées hôtelières</b> <i>source : CRT</i>	2012 (en millions)	Évolution entre 1999 et 2008	Évolution entre 2008 et 2011	Évolution entre 2011 et 2012
	Arrondissement de Lille	2 235 102	+15,5%	-0,2%	-2,4%
	Région	5 640 723	+11%	-6,6%	+0,1%
	France	198 406 197	+9,5%	+0,4%	+0,01%
	<b>Taux d'occupation des hôtels</b> <i>source : CRT</i>	2012	Évolution entre 1999 et 2008	Évolution entre 2008 et 2011	Évolution entre 2011 et 2012
	Arrondissement de Lille	61,2%	+4,6 points	-3,8 points	-2,4 points
	Région	56%	+0,1 point	-4,9 points	- 2,3 points
	France	60,3%		0	-0,7 point
	<b>Part de la clientèle d'affaires dans les hôtels</b> <i>source : CRT</i>	2012	Évolution entre 1999 et 2008	Évolution entre 2008 et 2011	Évolution entre 2011 et 2012
	Arrondissement de Lille	65%	-1 point	0	-2,4 points
	Région	55%	+2,8 points	-2,1 points	-0,9 point
	France	44%		0	0

## Entreprises

**Les établissements privés** : la donnée comptabilise l'ensemble des établissements cotisants exerçant une activité en France dans un secteur concurrentiel (tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et l'agriculture).

**Les créations d'entreprises** : le champ d'observation s'étend à l'ensemble des activités marchandes hors secteur agricole. Une création d'entreprise correspond à l'apparition d'une unité légale exploitante n'ayant pas de prédécesseur, c'est-à-dire que la création d'entreprise doit impérativement être accompagnée de la mise en œuvre de nouveaux moyens de production.

**Les défaillances d'entreprises** : sont retenues comme défaillantes les entreprises ayant fait l'objet d'une ouverture de redressement ou liquidation judiciaire directe (ne sont, par conséquent, pas considérées les suites de procédures, à savoir les liquidations judiciaires ou plans de redressement jugés après l'ouverture d'un redressement judiciaire ; les cessations amiables d'activité). Les défaillances sont comptabilisées à la date du jugement, et non à la date de publication de l'information.

## Emploi

**Le nombre d'emplois et le salaire moyen** : la donnée couvre l'ensemble des cotisants exerçant une activité en France dans un secteur concurrentiel (tous les secteurs d'activité économique sauf les administrations publiques, l'éducation non marchande, l'emploi par les ménages de salariés à domicile et l'agriculture). Chaque salarié compte pour un, indépendamment de sa durée de travail.

Le salaire moyen par tête (SMPT) est calculé en rapportant la masse salariale du trimestre à l'effectif moyen observé sur le trimestre.

**Taux de chômage** : chaque trimestre, l'Insee estime le taux de chômage par région et département, ainsi que par zone d'emploi.

Numérateur et dénominateur du taux de chômage ne sont pas directement observés : ces grandeurs font donc l'objet d'estimations.

Au numérateur du taux de chômage figure l'estimation du nombre de chômeurs, en moyenne trimestrielle (données CVS) ; au dénominateur, la population active, en moyenne trimestrielle, estimée au lieu de résidence (actifs ayant un emploi et chômeurs).

**Demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle emploi** : les données concernent les demandeurs d'emploi inscrits en fin de mois à Pôle Emploi. Depuis février 2009, les demandeurs d'emploi sont présentés selon les regroupements suivants. La catégorie A regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ; la catégorie B ceux tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte, c'est à dire de 78 heures ou moins au cours du mois ; la catégorie C ceux tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue, c'est à dire de plus de 78 heures au cours du mois ; la catégorie D ceux non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi, et enfin la catégorie E ceux non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés). La catégorie A, B, C regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi.

*Source : Acoff - Urssaf*

*Source : Apce - Insee - Je crée en Nord-Pas de Calais*

*Source : Altarès - Cci Nord de France.*

*Source : Urssaf - Acoff (données CVS)*

*Source : Insee*

*Source : Pôle emploi / Direccte-Sepes.*

## Attractivité

**Solde migratoire** : le solde migratoire est la différence entre le nombre de personnes qui sont entrées sur le territoire et le nombre de personnes qui en sont sorties au cours de l'année. Ce concept est indépendant de la nationalité.

**Les transactions de bureaux** : les données proviennent des commercialisateurs et d'une analyse des comptes propres. Elles reprennent les transactions de bureaux réalisées au cours de l'année.

### Taux d'occupation des hôtels homologués

Le taux d'occupation des hôtels est le rapport entre le nombre de chambres occupées et le nombre de chambres effectivement disponibles sur la période considérée.

### Nombre de nuitées

Nombre total de nuits passées par les clients dans un établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées de même que six personnes ne séjournant qu'une nuit.

### Part de la clientèle d'affaires

Part des nuitées rattachées à une clientèle d'affaires.

### Bilan 2013 et Perspectives 2014

Les notes de conjoncture issues du :

- Bulletin du FMI
- Banque de France
- Insee
- Bulletins économiques de la Société générale
- CCIR Nord de France

Les conférences :

- « Bilan 2013 et Perspectives 2014 »

Banque de France, CCI Région Nord de France

*Source : Insee*

*Précision : recensement de la population*

*Source : Observatoire des bureaux de Lille Métropole (OBM).*

*Source : Insee - Direction du Tourisme - Enquêtes de fréquentation dans l'hôtellerie homologuée*

*Source : Comité régional du tourisme*

*Source : Comité régional du tourisme*

*Source : FMI, Banque de France, Insee, Société Générale, Cci Région Nord de France*


OPE de Lille Métropole

Tableau de bord n°8 - Premier trimestre 2014

Pour ce numéro :

Directeur de publication : Chantal DELAHOUTRE (ADULM)

Rédaction et traitement des données : André BARTOSZAK (CCI Grand Lille), Delphine DENOUIL (CCI Région Nord de France), Géraldine DESBETES (ADULM), Chantal DELAHOUTRE (ADULM), Luc-Benoît DEROO (ADULM), Yves FOSTIER (Lille Métropole), Isabelle LEROI (URSSAF), Aurélie THOREL (CBELM), Corinne VALITON (ADULM).

Mise en page :  Fil'Act - Clara Rotsaert - filact.clara@gmail.com - 06 18 30 01 89